



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées
MW

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

ARRETE

N° **0 2 0 8 3 7** du **127 MAR 2002** portant
prescriptions complémentaires (modification de conditions de remise en état) à la
Société **BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS** pour sa carrière de marne et loess sise sur
le territoire des communes de **RETZWILLER** et de **WOLFERSDORF** aux lieux – dits
« **Espen, Traubacherweg, Grosse Allmend et Marterweg** »

Le Préfet du Haut Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, et notamment le Titre 1^{er} du Livre V,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 18,
- VU** l'arrêté préfectoral n°1219 du 5 mai 2000 autorisant la SA STURM à exploiter et étendre une carrière de marne et loess sur le territoire des communes de RETZWILLER et de WOLFERSDORF,
- VU** les procès-verbaux de récolement des 27 juillet 2000 et 31 janvier 2001 concernant la cessation d'activité et la remise en état de 2,48 ha,
- VU** l'arrêté préfectoral n°20394 du 13 février 2002 autorisant la Société BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS à exploiter et à étendre une carrière de marne et loess sur le territoire des communes de RETZWILLER et de WOLFERSDORF au lieu et place de la SA STURM,
- VU** la demande en date du 11 février 2002 de la Société BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS, déposée en préfecture le 14 février 2002, concernant la modification des dispositions de remise en état de sa carrière de RETZWILLER et de WOLFERSDORF (article 30.2.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2000),
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 21 février 2002,
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale des Carrières dans sa séance du 19 mars 2002,
- APRES** communication du projet d'arrêté au demandeur,
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'article n°30.2.3 de l'arrêté préfectoral n°1219 du 5 mai 2000 susvisé est modifié comme suit :

« **30.2.3** pour les terrains suivants :

- partie de parcelle 57- section 15 de RETZWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points A et B,
- partie de parcelle 59- section 15 de RETZWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points B, C, D, E et F,
- partie de parcelle 114- section 2 de WOLFERSDORF, située au Nord de la ligne joignant les points L, M, N et K,
- parcelles 111,112 et 113- section 2 de WOLFERSDORF.

Dans un 1^{er} temps :

Mise en sécurité des fronts de taille :

- selon une pente de 1/1,5 (environ 33°), comptée à partir du bord de l'excavation jusqu'au fond de fouille, réalisée par des gradins de hauteur voisine de 6 mètres séparés par des banquettes de largeur au moins égale à la plus grande hauteur des gradins qu'elle sépare,
 - ou selon un profil validé par une étude géotechnique, mais constitué de gradins de hauteur voisine de 6 mètres séparés par des banquettes de largeur au moins égale à la plus grande hauteur des gradins qu'elle sépare,
- et pose au niveau du gradin supérieur d'un dispositif anti-érosion (géotextile, ...).

En aucun cas la pente des talus ne sera supérieure à 1/1 (environ 45°).

Si le profil des fronts ne permet pas à l'étude géotechnique de garantir leur stabilité à long terme, la déclaration de cessation d'activité devra être accompagnée d'un engagement de remblaiement à court terme.

Dans un 2nd temps :

a) soit, après réalisation des travaux de mise en sécurité, remise des terrains à la Société SITAL, dont le siège social est 22 rue de Cherbourg à 67026 STRASBOURG, et dont elle pourra disposer dans le respect des prescriptions qui lui auront été notifiées.

Au cas où cette condition de remise en état ne pourrait être remplie, pour tout ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, la Société BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS devrait déposer sans délai au Préfet un dossier de modification des conditions d'exploitation comme prévu à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé .

b) soit, pour tout ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, la remise en état pourra également constituer en un remblaiement partiel des terrains excavés, comme défini au dossier de demande (remise en état option n°1), mais exclusivement avec des matériaux inertes résultant des travaux d'extraction menés sur le site de la carrière autorisé par le présent arrêté. Après remblaiement, les terrains seront aplanis, recouverts de terre de découverte, ensemencés et plantés; les arbres et arbustes utilisés seront des essences locales.

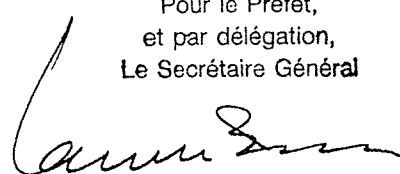
Article 2 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace (D.R.I.R..E.) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 27 MAR 2002

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier LAURENS-BERNARD

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet,
et par délégation
Le Directeur du Service



Jeanne GRUSSY

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, ou dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.